

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1144 le 6 septembre 2020

Dans ce numéro

La Turquie annonce l'arrestation d'un émir du groupe État islamique lors d'une opération menée à Istanbul...

(Page 2)

Un militaire indien tué lors d'un accrochage avec l'armée chinoise au Ladakh...

(Page 3)

Plusieurs marins du porte-avions USS Ronald Reagan auraient été testés positifs au Covid-19...

(Page 5)

Athènes aurait débloqué un budget de 10 milliards d'euros pour renforcer ses forces armées...

(Page 6)

Suite aux problèmes économiques liés au Covid-19, la Thaïlande reporte l'achat de deux sous-marins à la Chine...

(Page 7)

Le Premier ministre israélien aurait secrètement approuvé la vente d'avions de combat F-35 aux Émirats arabes unis...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLES

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Ces dernières semaines, plus de 70 islamistes présumés auraient été tués lors d'opérations militaires dans le nord du Sinaï...

L'armée égyptienne a annoncé dimanche avoir tué plus de 70 militants islamistes présumés ces dernières semaines dans des opérations militaires dans le nord du Sinaï où sévit une insurrection localement affiliée au groupe État islamique. Au cours de ces affrontements, trois officiers et quatre soldats ont été tués ou blessés, indique par ailleurs l'armée sans donner de précisions.

(La voix de l'Amérique, le 31-08-2020)

Dans le nord du Mozambique, l'afflux de déplacés fuyant les djihadistes multiplie les risques de propagation du Covid-19...

L'intensification des attaques djihadistes dans le nord du Mozambique fait affluer des milliers de déplacés vers le chef-lieu de la province de Cabo Delgado, multipliant les risques de propagation du Covid-19, a alerté mercredi la Croix-Rouge. Des familles sont arrivées à pied, par la route ou par bateau dans la ville côtière de Pemba. Déjà, un foyer de contamination au coronavirus et d'autres sont attendus dans les semaines à venir, dans la foulée d'attaques récentes à Mocimboa da Praia et d'autres zones de la province, précise le CICR.

(La voix de l'Amérique, le 03-09-2020)

La Chine multiplierait la diffusion de fausses informations concernant les activités militaires américaines dans le détroit de Taïwan...

À peine la marine taïwanaise a-t-elle réfuté une fausse information sur le passage d'un navire militaire américain dans les eaux des Pescadores, divulguée par le média chinois *Global Times*, que la commission ministérielle des Affaires continentales (MAC) a indiqué que les médias publics chinois ont publié récemment de nombreuses fausses informations concernant des activités militaires américaines dans le détroit de Taïwan. La MAC demande à ce que la Chine ne recoure plus à des informations fabriquées dans le but de façonner une atmosphère de guerre, comme l'a indiqué Chiu Chui-cheng, le vice-président de la MAC : « En plus de conduire de nombreux exercices militaires aux alentours de Taïwan, la Chine profite aussi de son Initiative d'analyse stratégique de la situation en mer de Chine méridionale (SCSPI) pour divulguer sans cesse en ligne des informations infondées sur des activités militaires dans le détroit de Taïwan. Par la suite, ces informations sont propagées dans les médias publics en vue de troubler l'opinion et fabriquer un prétexte pour déployer les forces armées contre Taïwan. La manipulation de la guerre d'information ne relève pas du tout d'une action normale de la part d'un membre responsable de la région ». La MAC exhorte Pékin à ne pas fabriquer de fausses informations ni de plateformes génératrices de désinformation.

(Radio Taïwan internationale, le 04-09-2020)

La Turquie annonce l'arrestation d'un émir du groupe État islamique lors d'une opération menée à Istanbul...

Un émir de l'organisation terroriste Daesh a été arrêté en Turquie, a fait savoir le ministre de l'Intérieur de ce pays, Suleyman Soyly. « Le soi-disant émir de Daesh, qui avait des projets sérieux, a été arrêté en Turquie. Je félicite les forces de l'ordre » a écrit le haut fonctionnaire turc sur son compte *Twitter*. À l'antenne de la chaîne *NTV*, Soyly a livré son nom - Mahmut Ozden - précisant que l'opération qui a débouché sur l'arrestation de ce dernier avait eu lieu à Istanbul. Le ministre précise que ce chef terroriste formait des djihadistes en vue d'attentats et d'enlèvement de personnalités politiques turques. (*Radio Sputnik, le 01-09-2020*)

Deux marins sud-coréens enlevés par des inconnus armés au large du Togo...

Le ministère sud-coréen des Affaires étrangères a fait savoir, samedi, que deux marins sud-coréens avaient été kidnappés, la veille à 8 heures, heure locale, à 200 kilomètres du sud du port de Lomé, la capitale du Togo. Les deux ressortissants étaient à bord du *AP-703* avec 48 marins ghanéens, lorsque ce thonier battant pavillon ghanéen a été attaqué par un groupe armé non identifié. Ils ont pris en otages les Sud-Coréens avant de s'enfuir en direction du Nigeria. Les autres marins ont regagné leur pays à bord de leur navire. Séoul a aussitôt mis en place une cellule de crise en étroite coopération avec les autorités ghanéennes et nigérianes afin de les faire libérer. Déjà, en juin dernier, cinq marins sud-coréens avaient été kidnappés au large de Cotonou, au Bénin, puis rapatriés. Et le mois précédent, un quinquagénaire sud-coréen enlevé près de la côte gabonaise, a été libéré. Le gouvernement du pays du matin clair a ainsi mis en garde contre les activités de pêche dans les eaux ouest-africaines. (*KBS World Radio, le 31-08-2020*)

Dans le nord-est du Nigeria, au moins neuf militaires tués par des membres du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest...

Au moins neuf militaires nigériens ont été tués lors d'une offensive djihadiste dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria. Selon deux sources sécuritaires, mercredi, des combattants de l'État islamique en Afrique de l'Ouest se déplaçant à bord d'une dizaine de véhicules armés de mitrailleuses ont attaqué, tard mardi, une position militaire dans la ville de Magumeri. Des renforts de l'armée arrivés du chef-lieu de la région, Maïduguri, situé à 50 kilomètres, ont affronté les assaillants alors qu'ils se retiraient et en ont tué vingt, selon les mêmes sources. (*La voix de l'Amérique, le 03-09-2020*)

Au moins sept morts après un attentat suicide dans un village de l'extrême nord du Cameroun...

Au Cameroun, sept civils ont été tués dans un village de l'extrême nord du Cameroun quand un jeune kamikaze a fait exploser sa bombe lors d'une attaque. C'est ce qu'ont indiqué jeudi les Nations unies et un officier de police. Selon un officier de l'armée camerounaise, lorsque des combattants de Boko Haram ont attaqué le village, les gens ont fui mais ils ont été suivis par un jeune garçon qui portait des explosifs qu'il a actionnés dans la foule. Pour sa part, le Haut commissariat pour les réfugiés a dans un communiqué fermement condamné cette attaque qui a tué sept civils et blessé quatorze autres dans le village de Kuyapé. L'agence onusienne a fait état d'une forte hausse d'incidents violents dans l'extrême nord du Cameroun avec des pillages et des enlèvements par les groupes djihadistes actifs dans la région. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a fermement condamné cette dernière attaque, qui intervient juste un mois après que des combattants présumés du groupe Boko Haram ont tué au moins dix-huit personnes et blessé sept autres lors d'une attaque à la grenade contre un camp de déplacés dans le nord du Cameroun. Le HCR a déclaré qu'environ 7 000 villageois camerounais près de la frontière avec le Nigeria ont quitté leur domicile depuis le 11 août pour fuir les violences dans la région.

(*La voix de l'Amérique, le 04-09-2020*)

Au Mozambique, le port de Macimboa da Praia toujours contrôlé par des groupes armés djihadistes...

Le Mozambique, qui peine à reprendre le contrôle d'une ville portuaire stratégique dans le nord, monte en puissance militairement pour en chasser les groupes armés djihadistes qui la contrôlent depuis trois semaines, a-t-on appris auprès de sources militaires. Ces islamistes, récemment affiliés au groupe État islamique, occupent Macimboa da Praia depuis le 12 août. Le port est utilisé notamment pour ravitailler

les installations gazières du site offshore d' Afungi, à 60 kilomètres plus au nord, qui abrite un immense projet de gaz naturel liquéfié auquel participe le groupe français Total. « Des actions sont déjà mises en œuvre pour reprendre la ville » a affirmé à l'AFP l'une de ces sources, à Maputo, la capitale. Un haut responsable militaire, basé dans le district de Palma mais qui ne peut pas être nommé car n'étant pas autorisé à parler aux médias, a reconnu que l'État n'avait pour l'instant aucun contrôle sur la ville. Une autre source dans la région a précisé que la reprise du port était désormais la priorité absolue. Des riverains affirment avoir vu des cars remplis de soldats roulant vers le nord, sur la route entre Pemba, chef-lieu de la province de Cabo Delgado, limitrophe de la Tanzanie, et la ville portuaire. L'assaut en août contre Mocimboa da Praia, le troisième cette année, s'inscrit dans une intensification récente des attaques djihadistes. En près de trois ans, ces attaques ont causé la mort de 1 500 personnes et fait plus de 250 000 déplacés, selon des ONG et l'ONU. Lors des assauts précédents, les groupes armés n'étaient restés qu'un jour ou deux. Cette fois, le gouvernement est persuadé qu'ils se sont fondus dans la population, ce qui complique une opération militaire. « Des terroristes se sont mélangés à la population et nous ne pouvons pas mettre en danger la vie et la tranquillité de notre population » a affirmé lundi le ministre de l'Intérieur Amade Miquidade à la presse locale. « C'est pour cette raison que les actions militaires et des forces de défense doivent être mesurées » avait-il assuré, à l'occasion d'une visite du président Filipe Nyusi à Pemba. Depuis le début de la semaine, des responsables de quartier sillonnent le secteur pour conseiller aux habitants de quitter leurs maisons pour s'installer plus au nord, vers Palma, s'attendant à une intensification prochaine des actions militaires.
(Africa Radio, le 04-09-2020)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Trois diplomates slovaques expulsés de Russie en réaction à une mesure similaire prise par la Slovaquie en août...

Le ministère russe des Affaires étrangères a informé lundi dernier que la Russie avait expulsé trois diplomates slovaques en réaction à une mesure similaire prise par la République slovaque en août dernier. La diplomatie russe considère que l'expulsion des diplomates russes de Slovaquie s'inscrit en contradiction avec le développement constructif des relations entre les deux pays. Sur la base du principe de réciprocité, la Russie a décidé d'expulser de son territoire trois diplomates slovaques, employés de l'ambassade de la République slovaque à Moscou. À rappeler que, début août, la Slovaquie a pris la décision d'expulser trois diplomates russes dont les activités, selon les informations des services secrets slovaques, étaient en contradiction avec la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

(Radio Slovakia international, le 02-09-2020)

... MILITAIRE ...

En République tchèque, début des exercices militaires aériens *Ample Strike 2020*...

Quelque 500 soldats tchèques et 200 militaires de sept pays de l'OTAN participent à partir de ce lundi et jusqu'au 19 septembre aux exercices militaires aériens *Ample Strike 2020* qui se déroulent en plusieurs endroits de République tchèque, plus précisément sur le site militaire de Boletice et dans les aéroports et bases aériennes de Bechyně, Sedlec, Čáslav, Namest nad Oslavou, Pardubice et Stara Boleslav. Ce sont essentiellement des contrôleurs aériens avancés et des pilotes qui prennent part à cet exercice de l'OTAN.

(Radio Prague International, le 31-08-2020)

L'Inde annonce avoir repoussé des troupes chinoises dans la région de l'Himalaya...

L'Inde reproche des provocations à la Chine au sujet de la frontière que les deux États se disputent dans l'Himalaya. Selon les autorités indiennes, des troupes chinoises auraient été repoussées par l'armée alors qu'elles tentaient d'entrer dans la zone litigieuse. À la mi-juin, des accrochages entre soldats des deux pays avaient fait au moins vingt morts parmi les militaires indiens.

(Deutsche Welle, le 31-08-2020)

Un militaire indien tué lors d'un accrochage avec l'armée chinoise au Ladakh...

Un militaire d'origine tibétaine engagé dans les forces spéciales indiennes a été tué dans un

accrochage avec l'armée chinoise à la frontière contestée entre les deux pays dans l'Himalaya, a annoncé mardi une représentante du parlement tibétain en exil. Ce décès est le dernier annoncé après deux incidents en 48 heures dans la région du Ladakh après des affrontements meurtriers à la mi-juin.
(*La voix de l'Amérique, le 02-09-2020*)

Les activités balistiques nord-coréennes continuent de représenter une menace significative, selon Washington...

Aux États-Unis, trois ministères ont lancé conjointement une mise en garde contre le développement balistique de la Corée du Nord. Cet avertissement, publié par les départements d'État, du Trésor et du Commerce, préconise un nouveau tour de vis contre les réseaux à l'étranger qui permettent au pays communiste de se procurer les matériaux nécessaires à son programme balistique. Les entreprises nord-coréennes soupçonnées d'y être impliquées, comme Korea Mining Development Trading Corporation, sont à nouveau pointées du doigt. Il n'y a cependant pas de nouvelle entité inscrite sur la liste noire du gouvernement américain. À noter que le département du Commerce y détaille les sanctions contre les contrevenants aux règlements concernés. Il s'agit de faire encourir une peine de prison supérieure à vingt ans et une amende d'un million de dollars. La semaine dernière, l'administration Trump avait déjà prévenu le régime de Kim Jong-un quant à ses activités de cybercriminalité financière.

(*KBS World Radio, le 02-09-2020*)

Vives inquiétudes de l'AIEA concernant la poursuite du programme nucléaire nord-coréen...

D'après l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la Corée du Nord aurait continué à enrichir de l'uranium depuis un an. Selon l'information relayée hier par l'AFP, l'AIEA a avancé cette analyse dans son rapport annuel, en amont de son assemblée générale qui débutera le 21 septembre à Vienne. À en croire le document, des mouvements de véhicules aux alentours d'une usine de fabrication de barres de combustible nucléaire du site de Yongbyon, ainsi que des traces de redémarrage des installations de refroidissement, ont été détectés. Le texte a également évoqué la possibilité que l'opération d'enrichissement d'uranium se poursuive à Kangson, près de P'yongyang. Dans la foulée, l'organisation internationale a appelé le pays communiste à s'acquitter pleinement de ses devoirs internationaux et à coopérer avec elle, tout en manifestant son profond regret pour une telle violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Cependant, l'AIEA a indiqué ne pas avoir identifié de signe montrant que le régime de Kim Jong-un retraitait des combustibles « usés » pour en extraire du plutonium. En effet, le réacteur de 5 MW de Yongbyon, connu pour fabriquer du plutonium, n'aurait pas fonctionné depuis début décembre 2018. Cette analyse est basée sur des images satellites et d'autres informations dont dispose l'agence. Pour rappel, ses inspecteurs ont été expulsés du royaume ermite en 2009, et depuis, l'accès aux installations nucléaires nord-coréennes lui a été interdit.

(*KBS World Radio, le 03-09-2020*)

Selon le Pentagone, la Chine chercherait à empêcher l'effondrement du régime nord-coréen...

Le département américain de la Défense soumet chaque année au Congrès un rapport sur l'évolution de la situation militaire et sécuritaire de la Chine. Ce nouveau document, présenté hier, fait aussi état des relations Pékin-P'yongyang. Le Pentagone estime que l'empire du Milieu se focalise sur le maintien de la stabilité entre les deux Corées, et cherche plus précisément à empêcher l'effondrement du régime de son allié et tout conflit militaire dans la péninsule. Toujours selon le rapport, afin d'atteindre cet objectif, la Chine continue de défendre une « approche à double piste », à savoir de tolérer à la fois le dialogue et la pression, et d'encourager la reprise des négociations nord-coréano-américaines. À propos des activités militaires du régime chinois, le rapport indique que son Armée populaire de libération (APL) s'entraînerait pour parer aux éventuelles urgences sur la péninsule. Le ministère américain évoque aussi le fait que Xi Jinping et Kim Jong-un se sont rencontrés deux fois l'an dernier et que ces entrevues ont permis de compléter nombre d'échanges de niveau inférieur entre les deux pays.

(*KBS World Radio, le 02-09-2020*)

Ankara annonce de prochains exercices militaires dans la zone économique exclusive de Chypre...

Hier, la Turquie a émis deux demandes de navigation pour des exercices militaires avec des tirs à

balles réelles conjointement avec la Russie et ce dans la zone économique exclusive de Chypre, au grand dam d'Athènes. Des exercices qui doivent se dérouler entre les 17 et 25 septembre prochains.
(Radio Vatican, le 04-09-2020)

Plusieurs marins du porte-avions USS Ronald Reagan auraient été testés positifs au Covid-19...

Un « petit nombre » de marins à bord du porte-avions *Ronald Reagan* ont été testés positifs au nouveau coronavirus alors qu'ils croisaient dans le Pacifique, a annoncé vendredi la marine américaine. « Un petit nombre de marins à bord du navire ont été testés positifs au Covid-19 le 27 août 2020, alors qu'ils naviguaient » a déclaré Reann Mommsen, porte-parole de la VIIe Flotte, dans un communiqué. « Il n'y a actuellement aucun marin positif au Covid-19 à bord de l'*USS Ronald Reagan* » a-t-elle assuré, ajoutant que ces marins avaient reçu un traitement médical immédiat et été débarqués. Aucun n'a été hospitalisé, a dit Mme Mommsen, notant qu'une enquête était en cours pour déterminer la source des infections. Le porte-avions *Ronald Reagan* a effectué une brève escale à Guam du 22 au 26 août, selon le site d'information *The Hill*. Une épidémie à bord du porte-avions *Theodore Roosevelt* avait bloqué le bâtiment pendant des mois au début de l'année, faisant un mort et plus de 1 000 marins malades.

(Radio Chine internationale, le 05-09-2020)

... CYBERESPACE ...

Les médias australiens en passe de se voir interdire le partage de leurs contenus sur Facebook et Instagram...

Une bataille se dessine entre le gouvernement australien et *Facebook*. Le géant a indiqué qu'il empêcherait les médias australiens de partager leurs contenus sur ses plateformes *Facebook* et *Instagram*. Un projet de loi du gouvernement australien qui obligerait *Facebook* à rémunérer les médias australiens pour leurs contenus est à l'origine de ce conflit. Ce projet de loi, appelé Code de conduite contraignant, a été établi après 18 mois de négociations infructueuses entre les géants du web *Google* et *Facebook* et les médias australiens. Outre l'obligation de payer en échange des contenus, le code traite de questions comme l'accès aux données des usagers, la transparence des algorithmes et l'ordre d'apparition des contenus dans les flux d'information des plateformes et les résultats de recherches. Devant la détermination du gouvernement australien à mettre en place cette loi, *Facebook* a réagi vertement. « Ce n'est pas notre premier choix, c'est notre dernier » a déclaré Will Easton, le directeur général de *Facebook* pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Selon lui, cette loi défie la logique et va nuire, et non aider, le dynamisme à long terme de l'actualité australienne et le secteur des médias. « Les informations représentent une fraction de ce qu'ils voient sur leur fil d'infos et ce n'est pas une importante source de revenus pour nous » a affirmé M. Easton. Selon lui, *Facebook* a généré 2,3 milliards de clics sur les sites internet australiens au cours des cinq premiers mois de 2020, soit l'équivalent de 192 millions de dollars canadiens. « La loi obligerait *Facebook* à choisir entre supprimer entièrement les actualités ou accepter un système permettant aux éditeurs de facturer autant de contenus qu'ils le souhaitent sans limites claires » a-t-il ajouté, soulignant que le projet de loi comprenait mal la dynamique d'internet et nuirait aux organes de presse. « Les régulateurs doivent réglementer les géants de la technologie sur le marché en ligne avant qu'il ne soit trop tard » a dit pour sa part John Stanton, cofondateur du *Save Journalism Project*. De son côté, *Google* a contre-attaqué en créant des fenêtres « surgissantes » sur les moteurs de recherche affirmant que la manière dont les Australiens utilisent *Google* est menacée et en incitant les *youtubeurs* du monde entier à se plaindre auprès des autorités australiennes.

(Radio Canada, le 01-09-2020)

Plus d'une centaine d'applications mobiles, considérées comme dangereuses pour la sécurité de l'État, bloquées par l'Inde...

Le gouvernement a bloqué 118 applications mobiles, dont *PUBG*, qui sont nuisibles à la souveraineté et à l'intégrité de l'Inde, à la défense de l'Inde, à la sécurité de l'État et à l'ordre public. Cette décision protégera les intérêts des millions d'internautes et d'utilisateurs de téléphones portables indiens. Cette décision est une mesure ciblée visant à assurer la sûreté, la sécurité et la souveraineté du cyberspace indien. Les 118 applications mobiles interdites comprennent *PUBG MOBILE Nordic Map : Livik*, *PUBG MOBILE LITE*, *WeChat Work*, *WeChat Reading*, *Cyber Hunter*, *LifeAfter* et *Warpath*. La décision d'interdire de telles applications a été prise par le ministère de l'Électronique et des Technologies de

l'information car il a reçu de nombreuses plaintes de diverses sources, y compris plusieurs rapports sur l'utilisation abusive de certaines applications mobiles disponibles sur les plateformes Android et iOS pour voler et transmettre subrepticement les données des utilisateurs, de manière non autorisée, aux serveurs qui ont des emplacements en dehors de l'Inde. Dans un communiqué, le ministère a dit que la compilation de ces données, leur extraction et leur profilage par des éléments hostiles à la Sécurité nationale et à la défense de l'Inde, qui empiètent en fin de compte sur la souveraineté et l'intégrité de l'Inde, étaient une question de préoccupation très profonde et immédiate qui exigeait des mesures d'urgence.

(All India Radio, le 03-09-2020)

Plus de 7 millions de dollars dérobés par des pirates informatiques à la Fédération juive du grand Washington...

Des pirates informatiques ont dérobé plus de 7 millions de dollars (5.9 millions d'euros) de fonds de dotation à la Fédération juive du grand Washington cet été, a annoncé mercredi l'organisation. « Plus tôt cet été, alors que notre personnel et nos responsables travaillaient à domicile en raison du Covid-19, des pirates informatiques ont ciblé un fonds de dotation de l'agence de la Fédération juive du grand Washington » ont indiqué le PDG de la Fédération juive, Gil Preuss, et d'autres responsables dans une lettre co-signée. « Cette attaque a permis de détourner 7,5 millions de dollars (6.4 millions d'euros) vers des comptes internationaux, et nous travaillons activement avec les autorités fédérales qui enquêtent sur cette affaire depuis plusieurs semaines » ont-ils précisé. La direction de la Fédération juive a déclaré qu'elle avait recours à l'aide d'experts juridiques et de cybersécurité pour enquêter sur ce délit. La Fédération juive de Washington DC a par ailleurs déposé une réclamation auprès de ses assureurs afin de l'aider à recouvrer les pertes. « La sécurité et le bien-être de chaque membre de notre communauté restent notre priorité absolue » ont déclaré les dirigeants dans un communiqué. « Nous prenons toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'il s'agisse d'un incident isolé » ont-ils ajouté. La perte survient à un moment difficile pour les organisations juives à travers les États-Unis, qui ont été durement touchées par la pandémie, réduisant les budgets et licenciant du personnel.

(I24News, le 03-09-2020)

Google confirme la récente acquisition d'un terrain sur la côte ouest de Taïwan...

Tina Lin, directrice générale de *Google* Taïwan, a confirmé que son groupe vient d'acquérir un terrain de 60 000 Ping (environ 200 000 m²) dans le comté de Yunlin sur la côte ouest de Taïwan. Sans dévoiler les détails concernant la construction du site, Tina Lin a indiqué que cette acquisition correspondait aux besoins du développement du groupe à Taïwan. *Google* a inauguré son premier centre de données dans le parc industriel Chang Bin dans le centre ouest de l'île en 2003. En septembre 2019, le groupe a acquis un deuxième terrain à Tainan dans le sud, afin d'y construire son deuxième centre de données. Selon Tina Lin, étant l'une des plus grandes bases de *Google* en Asie-Pacifique, Taïwan joue un rôle charnière dans l'infrastructure internet du monde.

(Radio Taïwan international, le 04-09-2020)

À l'approche des présidentielles américaines, Facebook multiplie les mesures visant à lutter contre la désinformation...

Facebook a pris des mesures de plus en plus strictes pour lutter contre la désinformation à l'approche de la présidentielle américaine. Toutefois ces mesures ne sont pas de nature à changer le fond du problème selon de nombreux observateurs, surtout dans le contexte où le président sortant Donald Trump multiplie les provocations. La dernière en date : le président a suggéré à ses partisans de voter deux fois suscitant des réactions indignées et des notes de *Twitter* et *Facebook* épinglées sur ses messages trompeurs. Par ailleurs, *Facebook* et *Twitter* ont de nouveau démantelé une opération russe de manipulation à l'approche de l'élection américaine. Les réseaux sociaux veulent éviter les campagnes de désinformation qui avaient entaché le précédent scrutin présidentiel américain.

(Deutsche Welle, le 04-09-2020)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Athènes aurait débloqué un budget de 10 milliards d'euros pour renforcer ses forces armées...

Le gouvernement grec a décidé de débloquer un budget de 10 milliards d'euros pour renforcer ses forces armées. Un responsable a affirmé sous couvert d'anonymat que les discussions se poursuivent

avec la France et les autres pays pour l'achat d'armes, l'objectif étant d'achever les négociations avant le 10 septembre où aura lieu la réunion des pays méditerranéens membres de l'UE. Invité à un programme télévisé, le ministre d'État Yorgos Gerapetritis a indiqué que le gouvernement grec s'entretient avec plusieurs pays en vue de renforcer ses forces armées et son industrie de défense. Précisant qu'aucun accord n'a été conclu pour le moment avec la France pour l'achat de *Rafale* et que les discussions se poursuivent, Gerapetritis a noté que l'objectif final est la modernisation des forces armées. Selon le ministre, la Grèce est en faveur d'un bon voisinage avec la Turquie. « Pour cela, il faut garder les voies de communication ouvertes » a-t-il indiqué. D'après la presse grecque, Athènes poursuit ses contacts avec Paris pour l'achat d'avions de combat *Rafale* et de frégates *Belharra*. « La Grèce est prête à dépenser plus d'argent si nécessaire pour renforcer ses forces armées » avait déclaré le ministre des Finances Hristos Staikouras.

(La voix de la Turquie, le 02-09-2020)

Vives protestations d'Ankara après la décision américaine de lever l'embargo sur les ventes d'armes à la partie grecque de Chypre...

Dans une déclaration écrite, le ministère turc a affirmé mardi que la décision des États-Unis de lever l'embargo sur les armes appliqué au secteur chypriote menace l'égalité et l'équilibre entre les deux peuples de l'île chypriote. Il est également certain que cette décision affectera négativement les efforts visant à résoudre la question chypriote, a relevé le ministère avant d'ajouter : « À un moment où des efforts sont faits pour réduire les tensions en Méditerranée orientale, la signature par les États-Unis d'une telle résolution empoisonne l'environnement de paix et de stabilité dans la région et est incompatible avec l'esprit d'alliés ». Le ministère turc des Affaires étrangères a assuré que si les États-Unis ne réexaminent pas leur décision de lever l'embargo sur les armes à l'encontre des Chypriotes grecs, des mesures équivalentes seront prises, en référence à l'embargo appliqué aux Chypriotes turcs. « Sinon, la Turquie, en tant que pays garant, prendra résolument des mesures équivalentes nécessaires pour garantir la sécurité du peuple chypriote turc conformément à sa responsabilité juridique et historique » a conclu le ministère turc.

(La voix de la Turquie, le 02-09-2020)

Suite aux problèmes économiques liés au Covid-19, la Thaïlande reporte l'achat de deux sous-marins à la Chine...

Certains pays d'Asie du Sud-Est réduisent leurs dépenses militaires dans le cadre d'une politique d'urgence car leurs économies souffrent considérablement sur fond de pandémie de Covid-19. Le gouvernement thaïlandais a annoncé qu'il réduirait de 8% ses dépenses militaires, actuellement de 7,4 milliards de dollars pour l'année fiscale en cours. Il précise qu'il reportera l'achat de deux sous-marins à la Chine qui avait été réservé dans le budget de la prochaine année fiscale. Le Premier ministre Prayut Chan-o-cha a déclaré lundi que la marine était prête à se sacrifier et que l'argent issu de ces réductions des dépenses sera consacré à des mesures pour lutter contre la pandémie. Le gouvernement philippin indique que 10% de ses dépenses de l'année fiscale en cours liées à la défense, soit 3,96 milliards de dollars, seront retournées au Trésor public. L'argent, qui devait servir à moderniser l'équipement militaire, sera redirigé vers un fonds pour des mesures de lutte contre la pandémie. De nombreuses nations du Sud-Est asiatique font face à des choix difficiles car elles doivent aussi gérer des dossiers pressants liés à la Sécurité nationale tels que les contentieux territoriaux en mer de Chine méridionale.

(Radio Japon international, le 02-09-2020)

Selon l'ONU, la présence à grande échelle de mercenaires et d'agents étrangers en Libye complique les chances d'un règlement du conflit...

L'ONU déplore la poursuite des violations de l'embargo sur les armes en Libye en vigueur depuis 2011. L'émissaire par intérim de l'ONU en Libye, Stéphanie Williams, s'est exprimée hier devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon madame Williams, depuis début juillet environ 70 avions ont atterri dans les aéroports de l'est en soutien de l'armée du maréchal Khalifa Haftar, pendant qu'une trentaine d'appareils ont été envoyés dans des aéroports de l'ouest de la Libye en appui du Gouvernement d'union nationale, le GNA. Neuf cargos se sont amarrés dans des ports de l'ouest en soutien du GNA, pendant que trois navires sont venus bénéficier aux forces pro-Haftar, a ajouté la responsable, sans donner d'indications sur le contenu des cargaisons. Stéphanie Williams dénonce une atteinte à la souveraineté de la Libye et une violation flagrante de l'embargo de l'ONU sur les armes. « Les soutiens

étrangers renforcent leurs capacités dans les principales bases aériennes libyennes à l'est et à l'ouest » a précisé la diplomate. « La mission de l'ONU en Libye, dont le mandat doit être renouvelé à la mi-septembre, continue de recevoir des informations sur une présence à grande échelle de mercenaires et d'agents étrangers ce qui complique les chances d'un règlement futur du conflit » a-t-elle précisé.

(*La voix de l'Amérique, le 03-09-2020*)

Le Premier ministre israélien aurait secrètement approuvé la vente d'avions de combat F-35 aux Émirats arabes unis...

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a approuvé en privé la vente d'avions de combat américains F-35 aux Émirats arabes unis, malgré des déclarations répétées affirmant qu'il était contre un tel accord, a rapporté jeudi soir le *New York Times*. Le rapport, qui cite des sources anonymes impliquées dans les pourparlers, affirme qu'en plus des avions furtifs F-35, l'accord comprend également des jets EA-18G *Growler*, un avion de guerre électronique capable de brouiller les radars. Cela pourrait diminuer l'efficacité des capacités de défense aérienne d'Israël et donner aux EAU un avantage militaire considérable. L'annonce récente selon laquelle les Émirats normalisaient leurs relations avec Israël a ramené l'accord d'armes sur le devant de la scène. Dans ce contexte, Benjamin Netanyahu a insisté sur le fait qu'il s'était toujours opposé à la vente et qu'il avait informé à plusieurs reprises Washington de son opposition. Or, Hussein Ibish, chercheur à l'Institut des États arabes du Golfe à Washington, a déclaré au *NYT* que des responsables des trois pays lui avaient dit que Benjamin Netanyahu avait donné son approbation à la vente d'armes, mais qu'il s'était ensuite abstenu de faire des déclarations publiques en raison de la colère qui a éclaté en Israël suite à l'annonce de cet accord. En outre, les responsables ont déclaré au *New York Times* que les déclarations de Benjamin Netanyahu étaient fausses. Ils ont par ailleurs souligné que le Premier ministre avait cessé de faire des déclarations publiques sur l'accord depuis la visite du secrétaire d'État américain Mike Pompeo la semaine dernière.

(*I24News, le 04-09-2020*)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30